

18 000

80

GREFFE DE LA COUR
D'APPEL D'ABIDJAN
SERVICE INFORMATIQUE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TROISIEME CHAMBRE CIVILE,
ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

AUDIENCE DU VENDREDI 1^{er} MARS 2019

CSO
N°244
DU 1^{ER}/3/2019

ARRET CIVIL
CONTRADICTOIRE
3^{ème} CHAMBRE CIVILE,
ADMINISTRATIVE ET
COMMERCIALE

AFFAIRE :
Monsieur BEAT Seki Alain
Gérard
Cabinet Monique
ZEBEYOUS

C/

Madame DANHI Gouohi
Lydet Lea
Maître AMON N. Séverin



La troisième chambre civile et administrative de la Cour d'Appel d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi 1^{er} mars deux mil dix-neuf à laquelle siégeaient :

Madame TIENDAGA Gisèle, Président de Chambre, Président ;

Monsieur KOUAME Georges et Monsieur TOURE Mamadou, Conseillers à la Cour, Membres ;

Avec l'assistance de Maître TOKPA Alexandre, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE : Monsieur **BEAT Seki Alain Gérard**, né le 21 novembre 1972 à Abidjan Cocody, Ivoirien, Médecin, domicilié à Abidjan Cocody, cité FEH Kessé villa n°109, 06 BP 6073 Abidjan 06 ;

APPELANT ;

Représenté et concluant par le cabinet Monique ZEBEYOUS, avocats à la Cour, son conseil ;

D'UNE PART ;

Et : Madame **DANHI Gouohi Lydet Léa**, née le 05 novembre 1972 à Abidjan Cocody, Ivoirien, Comptable, domicilié à Abidjan Abata, 06 BP 60 ;

Représentée et concluant par Maître AMON N. Séverin, avocat à la Cour, son conseil ;

INTIMEE ;

D'AUTRE PART ;

Sans que les présentes qualités puissent ni nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal d'Abidjan Plateau statuant en la cause en matière civile a rendu le jugement n°424/ CIV 2^{ème} F du 17 mars 2017, aux qualités duquel il convient de se reporter ;

Par acte d'appel en date du 02 mars 2018, Monsieur BEAT Seki Alain Gérard déclare interjeter

(Signature)

appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné Madame DANHI Goulohi Lydet Léa à comparaître par devant la Cour d'Appel de ce siège à l'audience du vendredi 16 mars 2018, pour entendre infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°434 de l'an 2018 ;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le vendredi 25 janvier 2019 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

Le Ministère Public à qui le dossier a été communiqué le vendredi 04 1^{er} janvier 2019 a requis qu'il plaise à la Cour :

Déclarer Monsieur BEAT Seki Alain Gérard recevable en son appel ;

L'y dire mal fondé ;

Confirmer le jugement avant dire droit n°424 CIV 2^{ème} F rendu le 17 mars 2017 ;

Condamner Monsieur BEAT Seki Alain Gérard à payer à la mère au titre de la pension alimentaire allouée aux enfants mineurs, la somme de 150 00 FCFA,

Le condamner aux dépens ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du vendredi 1^{er} mars 2019 ;

Advenue l'audience de ce jour vendredi 1^{er} mars 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier de la procédure ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Vu les conclusions du Ministère Public ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXPOSE DU LITIGE

Par exploit du 02 mars 2018 monsieur BEAT Seki Alain Gérard a attiré Madame DANHI Goulohi Lydet Léa épouse Beat devant la cour d'appel de ce siège pour relever appel du jugement N°424 CIV 2F rendu le 17 mars 2017 par le tribunal de première instance d'Abidjan-Plateau dont le dispositif est le suivant :

« Déclare recevable la demande de Madame DANHI
Goulehi Lydet Léa ;
Constate l'échec de la tentative de conciliation ;

AVANT DIRE DROIT

Constate chacun en sa résidence actuelle ;

Fait défense à chacun de troubler son conjoint dans sa résidence et en tant que de besoin les autorise à faire cesser le trouble, de s'opposer à l'introduction du conjoint et à le faire expulser avec l'assistance de la force publique ;

Autorise chacun des époux à se faire remettre avec l'assistance de la force publique s'il y'a lieu, les effets et linge à son usage personnel ;

Confie la garde juridique des enfants mineurs du couple à la mère et accorde au père un droit de visite et d'hébergement qui s'exercera les premiers et troisièmes week-ends du mois allant du vendredi à 18 heures au dimanche à 16 heures et pendant la première moitié des petites et grandes vacances scolaires ;

Fait interdiction à chacun des parents de sortir du territoire de la république avec les enfants sans l'autorisation écrite de l'autre parent ou à défaut de celle du juge aux affaires familiales ;

Condamne monsieur Beat Seki Alain Gérard à payer à la mère la somme mensuelle de 150.000frs à titre de pension alimentaire pour les enfants mineurs dont celle-ci à la garde ;

Met les frais de santé, d'entretien et d'éducation des enfants mineurs à la charge des parents chacun pour moitié ;

Reserve les dépens. »

Monsieur BEAT Seki explique qu'il a contracté mariage le 05 septembre 2003 avec Madame DANHI Goulehi Lydet Léa devant l'officier d'état civil de la commune de Cocody ;

De leur union sont nés 04 enfants ;

Il poursuit en disant que leur vie de couple paisible a été troublée lorsqu'il a perdu son emploi et s'est retrouvé sans ressource et que son épouse ne pouvant supporter cette situation dans laquelle elle survenait toute seule aux charges du ménage a demandé le divorce ; Le juge saisi ayant rendu le jugement avant dire droit précité, il relève appel de cette décision ;

Il expose qu'avec un salaire mensuel de 640.000francs, il doit supporter plusieurs charges dont une pension alimentaire de 150.000 francs, la contribution aux frais d'entretien et de scolarité de ses enfants, l'expédition de la somme de 100.000 francs comme argent de poche à son fils aîné qui poursuit ses études au Sénégal, sans compter les dépenses afférentes à sa mère qui est veuve ;

Il estime qu'avec toutes ces charges quasi incompressibles, il a du mal à joindre les deux bouts de sorte qu'il sollicite la réduction de la pension alimentaire et sa

condamnation à payer à ce titre la somme mensuelle de 70.000 francs CFA ;

En répliques, l'intimée rétorque que les moyens soulevés par son époux ne sauraient prospérer dans la mesure où il ne paie pas de loyers puisqu'il est demeuré dans la maison commune et ne lui accorde aucune aide au logement ; Elle fait valoir qu'elle supporte seule les frais de santé, de scolarité et d'entretien de leurs enfants mineurs ; Elle fait remarquer que la pension alimentaire ayant un caractère alimentaire, sa réduction risque de priver ses enfants de moyens vitaux et nécessaires pour leur survie ;

Elle sollicite donc la confirmation du jugement attaqué ;

Le Ministère Public conclut qu'il plaise à la cour confirmer la décision entreprise ;

Monsieur Beat Seki verse au dossier, un courrier en date du 24 janvier 2019 dans lequel il déclare se désister de son appel ;

SUR CE **EN LA FORME**

Les parties ayant conclu, il y'a lieu de statuer contradictoirement ;

L'appel ayant été interjeté dans les forme et délai prescrits par la loi, il est recevable ;

AU FOND **SUR LE DESISTEMENT**

Monsieur Beat Seki par un courrier du 24 janvier 2019 sollicite se désister de l'instance en appel ;

Il y'a lieu de lui en donner acte et de dire que l'instance est éteinte ;

SUR LES DEPENS

Eu égard aux circonstances de la cause ; il y'a lieu de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

Déclare monsieur Beat Seki Alain Gérard recevable en son appel ;

Lui donne acte de son désistement d'appel ;

Dit l'instance en appel est éteinte ;

Met les dépens à sa charge.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la cour d'appel d'Abidjan (Côte d'Ivoire) les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le président et le greffier.

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 03 MAI 2019
REGISTRE A.J. Vol. 15 F° 31
N° 155 Bord. 145 273

REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre